

La lutte continue !

N° 50 27 septembre 2021

Le 5 octobre, faisons notre rentrée de classe !

La crise sanitaire est le prétexte bien commode qu'ont saisi les capitalistes, les actionnaires des grands groupes, pour réorganiser leur économie, entendez par là effectuer des coupes sombres, virer, licencier... pour gagner en rentabilité, en profits. Eux, ce sont ces milliardaires, d'abord français, dont la richesse a augmenté de 68% depuis 2020, totalisant 492 milliards d'euros de patrimoine (soit près d'un cinquième du produit intérieur brut français) ! Notre camp social, lui, n'en finit plus de faire les frais de leur système, et les suppressions de postes massives se poursuivent dans les entreprises, que ce soit la partie émergée, chez Renault (qui va supprimer 2000 emplois supplémentaires d'ici 2024), Bosch, Knorr, PPG (ex-Joint français)... ou par les suppressions d'emplois précaires (CDD, intérim).

Comme cela n'est pour eux jamais suffisant, ce pouvoir met aussi en place sa réforme inique de l'assurance chômage à partir du 1^{er} octobre, remettant aussi dans le paysage une possible réforme des retraites reculant l'âge de départ. Enfin, Macron et Véran, son ministre de la Santé, qui ont pourtant montré leur nullité à chaque étape de cette pandémie, s'attaquent aujourd'hui à des milliers de travailleurEs de la santé, annonçant la suspension de 3000 soignantEs non vaccinés. Si nous défendons la nécessité de la vaccination, y compris contre la politique inconséquente de ce gouvernement, nous refusons la répression que porte la mise en

œuvre du pass sanitaire.

Autant dire que la réussite de la journée de mobilisation du 5 octobre sera un élément décisif de la situation. Elle doit être un jour de colère pour permettre en particulier de faire converger nos luttes et contribuer à redonner confiance au monde du travail en portant des revendications collectives et progressistes pour touTEs.

Car en cette rentrée, le climat social et politique est nauséabond : on n'en peut plus d'entendre parler à longueur de journée de Macron, Le Pen ou Zemmour. Nos luttes, nos mobilisations, doivent balayer tout ça, et cela ne peut pas se faire du jour au lendemain. Cette journée du 5 octobre ne peut donc être que la première marche qu'il faut franchir pour construire un mouvement d'ensemble qui nous permette de relever la tête, de nous faire entendre, et de prendre nos affaires en main.

C'est aussi ce que nous souhaitons incarner, à notre échelle, avec la candidature à l'élection présidentielle d'un ouvrier licencié, Philippe Poutou. Pour arriver à faire campagne jusqu'au bout, il nous faut trouver les parrainages de 500 maires, ce qui représente une tâche redoutable. Nous en appelons à l'aide de toutes et de tous : si vous connaissez un ou une maire qui accepterait de parrainer Philippe Poutou, afin qu'il puisse être candidat, merci d'entrer en contact avec nous.



p.2-3 : manif anti-nucléaire du Bugey

p.4-5 : farce citoyenne à Chambéry

p.6: Sauvons les arbres !

p.7 : Service national universel

p.8-9 : Manifs anti passe sanitaire

p.10 : Retour sur la 13e Université d'été du NPA

p.11 : Agenda rouge de la Savoie

3 octobre manif pour un avenir sans nucléaire au Bugey

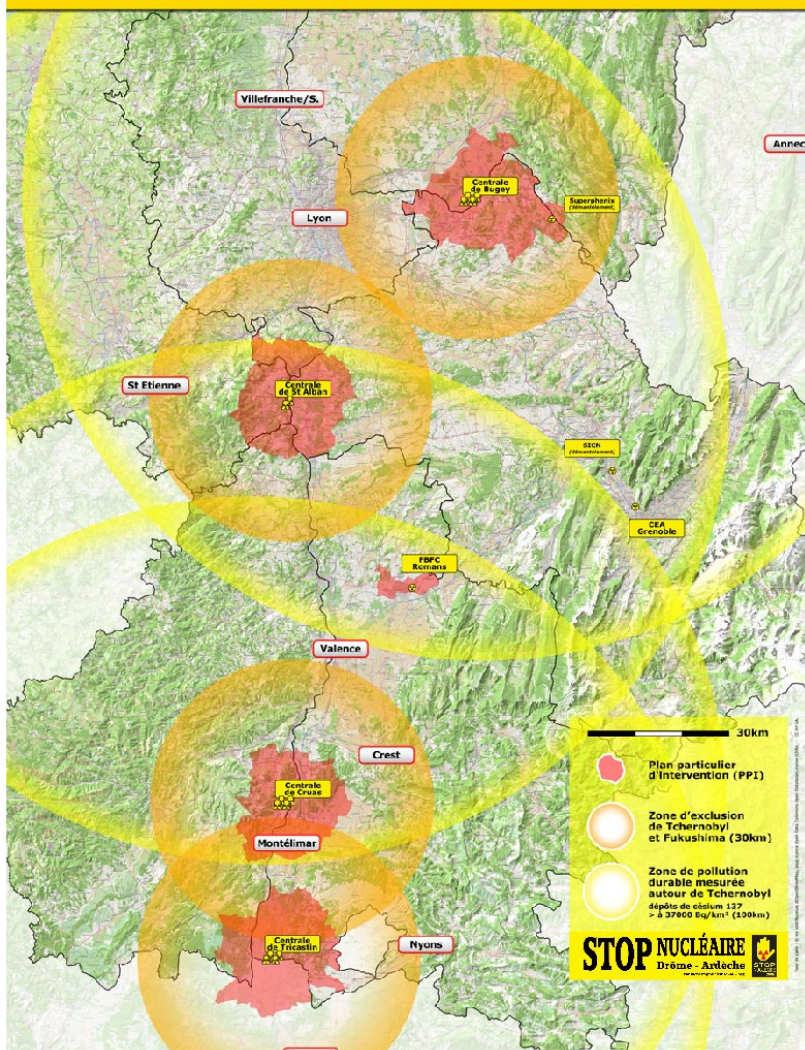
La vallée du Rhône compte 14 réacteurs en activité (Bugey, Saint Alban, Cruas et Tricastin) sur une distance de 200 km incluant Lyon et son agglomération... Huit de ces réacteurs ont dépassé les 40 années de fonctionnement (quatre à Bugey et quatre à Tricastin). Ils seront rejoints en 2023 et 2024 dans ce club des séniles du nucléaire par les quatre réacteurs de la Centrale de Cruas. Ajoutez à ce panel les usines nucléaires de Romans sur Isère et du Tricastin, les installations du CEA à Grenoble et à Marcoule, le traitement du plutonium à Marcoule et vous avez une vue presque complète (sans le militaire) de la puissance de l'industrie nucléaire le long du Rhône.

La centrale nucléaire du Bugey, exploitée par EDF dans la commune de Saint-Vulbas,

dans le département de l'Ain, à 35 km à l'est de Lyon, a été mise en service en 1978 et 1979. Elle est donc avec 42 années de fonctionnement la plus ancienne installation depuis l'arrêt des deux réacteurs de Fessenheim en juin 2020. Mais le Bugey c'est aussi ICEDA l'installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés mis en service le 28 juillet 2020 et le projet, comme au Tricastin, de construction de deux EPR.

Bugey est une vieille centrale installée dans une zone sismique classée entre 4,5 et 5 d'Intensité épicentrale. Elle est menacée par le barrage de Vouglans, dans le Jura, un colosse de 103 mètres de hauteur. Des études ont montré qu'en cas de rupture de Vouglans une vague (Tsunami) atteindrait la centrale du Bugey en 5h30, avec une surélévation maximale du plan d'eau initial d'environ 9 mètres. <https://www.lyoncapitale.fr/actualite/une-vague-geante-sur-lyon-et-la-centrale-du-bugey-est-elle-possible/>

Zones d'exclusion et de pollution à long terme en cas d'accident nucléaire en Rhône-Alpes



A Bugey débutons l'arrêt complet du nucléaire !

Il y a tout juste 50 ans les 10 et 11 juillet 1971, entre 10 000 et 15 000 personnes manifestèrent leur opposition à la construction de la centrale du Bugey. C'était la première grande manifestation anti-nucléaire en France.

La coordination Stop Bugey et de nombreuses associations et partis, dont le NPA, organisent une grande manifestation le dimanche 3 octobre 2021 à Saint Vulbas, au pied de la centrale, pour mettre définitivement fin à ce demi-siècle de pollution et danger nucléaire. Les quatre réacteurs, les projet d'EPR, le centre d'entreposage de déchets constituent un risque majeur pour une région densément peuplée de cinq millions d'habitants dans un rayon de cent kilomètres, avec six grandes villes.

Cette grande manifestation reposera sur quatre revendications :

NON à la prolongation des vieux réacteurs au-delà de 40 ans

NON à leur remplacement par deux nouveaux réacteurs de type EPR : aussi dangereux que quatre vieux.

NON au fonctionnement d'ICE-DA (Installation de conditionnement et entreposage de déchets activés) : qui représente la porte ouverte à l'accroissement des déchets issus des vieux réacteurs et des nouveaux envisagés !

OUI aux énergies renouvelables et à la sobriété énergétique ! Elles dessinent un nouveau chemin alliant efficacité et sobriété pour une société écosocialiste.

L'accueil se fera dimanche 3 octobre 2021 dès 10H : au rond-point au croisement de la route D20 (ou route de Lagnieu), de la route D 124 et de la route de Blyes, à Saint Vulbas. Le départ de la manifestation se fera à 14H.



STOP BUGHEY

dimanche 3 OCTOBRE
14H - ST VULBAS (01)
Accueil à partir de 10 h

**MANIFESTONS
POUR UN AVENIR
SANS NUCLEAIRE !**

À l'appel de la Coordination STOP BUGHEY (SDN Bugey, SDN 38, ContrAtom CH, RASN Lyon, ACTE Chalon/Saône) et Alternative & Autogestion 73; Amis de la Terre: 73+74; ADN 26-07; ATTAC: 01+38+71+73; EELV: Rhône-Alpes+Pays de Savoie+Drôme; Groupe "Les Ecologistes" au Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes; France Nature Environnement: 01+38; La France Insoumise: 01+73+42+43 +Annecy+Annonay+Pays de l'Abresle; MRJC 01; Nos Voisins Loirains 3.11; NPA: 38+69+73; Réaction en Chaîne Humaine; Ruche de l'écologie Mts du Lyonnais; VIS Val-Revermont (01); et Greenpeace Lyon, Réseau Sortir du nucléaire, SdN CH

DEPART EN CAR
CHAMBERY 11H30 GARE ROUTIERE
(Square Paul Vidal, en face de la grande Poste)

RETOUR A CHAMBERY VERS 19H30

Réserver sa place à 10€ A/R

<https://www.helloasso.com/associations/amis-de-la-terre-savoie/evenements/inscription-car-bugey?>

Chambéry : la farce citoyenne continue !

Plus d'un an après son élection, le bilan de la municipalité Repentin est simple : en tout point, cette municipalité s'inscrit dans la continuité de l'équipe Dantin, dont elle a repris exactement les mêmes pratiques, parfois même en pire.

En matière démocratique, cette municipalité est particulièrement lamentable. Elle vient de signer avec Darmanin un nouveau « contrat de sécurité », qui prévoit le maintien de l'armement de la police municipale, la création de postes de 10 flics nationaux de plus à Chambéry, ainsi que celle d'un commissariat à la ZUP, qui accueillerait policiers municipaux et nationaux. Et pour finir, Repentin-Le Meur se sont même engagés à étendre encore un peu la vidéosurveillance de la ville, qui compte pourtant déjà pas moins de 121 caméras. Repentin et Le Meur se sont même engagés à activer un dispositif « citoyen » de participation aux opérations répressives, afin

majorité

L'innovation de cette municipalité réside dans son tournant répressif. Elle n'a ainsi pas hésité à se porter partie civile contre le gilet jaune qui a décroché un portrait de Macron le 23 juillet, ce que la droite n'avait jamais osé faire. Cerise sur le gâteau, Le Meur et Repentin ont porté plainte contre le NPA, pour avoir rendu public les chiffres des indemnités qu'ils se sont votés à peine arrivés au pouvoir. Le Meur n'a guère apprécié l'évocation de l'augmentation de 45 % (!!!) de ses indemnités et Repentin n'a guère goûté nos révélations sur son salaire de 12 500 euros mensuels pour son poste de président des Autoroutes et tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus, un emploi quasiment fictif où il ne met pour ainsi dire jamais les pieds !

En matière écologique, cette municipalité s'est aussi distinguée. Après avoir eu le culot

de reprendre tel quel le projet de parking Ravet, contre lequel ils avaient pourtant fait campagne, Le Meur et Repentin ont aussi repris à leur compte le projet antisocial et antiécologique de nouveau stade que la droite avait développé. Particulièrement inattendue a été son offensive contre les arbres de la ville, qui a consi-



de "consolider la relation police - habitants".

L'alignement de la municipalité Repentin-Le Meur sur la droite est telle qu'elle cogère Grand Chambéry avec LR. La droite et la pseudo-gauche ont en effet formé un exécutif unique, en se partageant les postes. Plus affligeant encore : alors que jusqu'à présent, la pseudo-gauche faisait semblant de se différencier de la droite à la communauté d'agglomération en créant son propre groupe, Repentin et Le Meur n'en ont même pas constitué un, formant ainsi avec la droite une seule et même

dérablement amplifié les dégâts déjà faits par Dantin. Au nord de la ville, c'est un véritable carnage : les arbres de l'avenue de la Boisse, ceux de l'avenue du Repos et ceux des berges de l'Hyères ont été purement et simplement rasés. Au motif de la construction d'un nouvel écoquartier, qui n'a d'éco que le nom, la municipalité est en train de faire raser à Chambéry-le-Haut l'ancien bois joli, qui se bétonne à toute allure.

En matière de transport, la politique municipale est tout aussi désastreuse. Elle est en effet en train d'étendre les zones vertes à toute la ville, sans pour autant proposer un l'amélioration pourtant promise du réseau de transports en commun, largement insuffisamment pour une agglomération de cette taille. Contrairement aux promesses que Le Meur avait fait pendant sa campagne, rien ou quasiment rien n'a été fait pour augmenter le réseau, qui reste remarquablement insuffisant pour une agglomération de cette taille.

En matière sociale, la politique municipale se solde par un bilan tout aussi désastreux, illustré par le triste sort des centres sociaux à

tours ! On ne s'étonnera évidemment pas que la municipalité ait refusé de porter plainte contre ce directeur et lui ait même offert une rupture conventionnelle !

Toujours dans les bons coups, l'UDI Favetta-Sieyès, qui occupe le poste de 3e adjointe, chargée des affaires sociales (!), a été condamnée par le tribunal correctionnel en novembre 2019 pour avoir piraté les boîtes mails du président de Chambéry métropole et de son chef de cabinet. Sa condamnation a été confirmée par la cour d'appel de Chambéry en février 2021, ce qui n'a pas empêché Le Meur et Repentin de continuer à travailler avec elle. Elle n'a pas non plus empêché le PS de soutenir sa candidature aux élections départementales dans la circonscriptions de Chambéry 3, lui permettant ainsi d'être élue et de pouvoir rajouter un mandat de plus sur sa carte de visite.



Christelle Favetta-Sieyès et Guillaume Holsteyn

Chambéry-le-Haut. Le centre social de Pugnet a coulé, de même que l'espace de vie sociale des chataigners et le Centre social des Combes a été liquidé. Dans ce dernier cas, le dossier est d'autant plus scandaleux que le centre des Combes a été victime de la gestion de son directeur, Guillaume Holsteyn, un proche de Repentin qui en 18 mois de mandat a laissé un trou de 350 000 euros, dont une partie a servi à financer (en liquide !) les petits paniers que Christelle Favetta-Sieyès, n°2 sur la liste Repentin, faisait livrer à la population du quartier entre les deux

La politique de la municipalité Repentin/Le Meur est si lamentable que les rats commencent à quitter le navire. Tel est le cas d'EELV, qui vient de publier un communiqué dans lequel les Verts prennent courageusement leur distance avec Le Meur en affirmant ne pas soutenir cette municipalité. Un tournant majeur, dans la mesure où la municipalité Le Meur avait été élue avec le soutien politique et financier d'EELV. On attend désormais qu'EELV joigne les actes aux paroles, en demandant à Alain Caraco, responsable d'EELV et vice-président à la mobilité de Grand Chambéry, de bien vouloir quitter la majorité.

Il est surtout notable que la municipalité Repentin-Le Meur se heurte de plus en plus à une opposition sur sa gauche. De nombreux collectifs d'habitants se sont en effet mis en place, que ce soit pour dénoncer les coupes d'arbres, les choix lamentables faits sur le parking Ravet, la politique de casse et de pillage du centre social des Combes ou encore la désastreuse politique des transports. C'est de cette résistance concrète que peut désormais sortir, à condition que cela se fasse en toute indépendance de la municipalité et des forces qui l'ont soutenue, une authentique alternative à la politique de la majorité Repentin-Le Meur.

Sauvons nos arbres !

L'abattage dantesque des arbres se poursuit aux quatre coins de Chambéry à une vitesse accélérée.

En premier lieu sur le secteur des Combes à Chambéry-le-Haut pour permettre la construction d'un « écoquartier » (!) financé par Christal Habitat. Pourtant l'engagement 20 de la charte écoquartier est clair : on ne doit pas porter atteinte à la végétation existante et même s'engager à l'entretenir. Dans la situation des Combes, on comprend vite qu'il s'agit d'une arnaque intellectuelle, écologique et financière comme disait le célèbre botaniste Francis Hallé. Une centaine d'arbres sont pourtant menacés et en sursis.

Le long des Berges de l'Hyères, 2 km sont en train d'être rasés par Grand Chambéry deux arbres déjà coupés, 30 à 40 platanes centenaires sont dans l'œil du viseur. La situation est à déplorer à Cognin ou à Saint-Alban Leysse...

Ces abattages sont faits sans étude d'im-

pact environnemental et social, sans contrôle, sans concertation et sans mesures de compensation pour la nature.

Cela ne peut plus durer, plusieurs actions vont être menées prochainement contre ces abattages systématiques, réagissons et élargissons la mobilisation !

Pour en savoir plus, on peut suivre les pages facebook des comités chambériens de résistance au massacre des arbres :

Les enracinés des Combes :

<https://www.facebook.com/Les-Enracin%C3%A9es-des-Combes-100441358966562>

Défense Nature Chambéry :

<https://www.facebook.com/DefenseNatureChambery>

SOS Arbres de Grands Chambéry

<https://www.facebook.com/Vigilance.citoyenne.arbres.Grand.Chambery>



Les arbres de l'avenue de la Boisse sont aussi menacés !

Service National Universel : Macron rêve d'une jeunesse au garde-à-vous !

En 2019 a débuté la première phase du Service National Universel (SNU). Projet d'« émancipation de la jeunesse » défendu par Macron et sa clique, le SNU est venu en complément de la journée défense et citoyenneté, qu'il est amené à remplacer en 2023.

Se déroulant en deux temps, il propose aux jeunes de 15 à 17 ans un séjour de cohésion de deux semaines (hors de leur département), pris sur le temps des vacances scolaires, qui inclue une obéissance aux règles et un respect absolu aux normes. Lever à 6h30 du matin, Marseillaise, encadrement

collective et la possibilité de s'organiser syndicalement. Une véritable exploitation de ces 800 000 adolescent-e-s va s'organiser avec une durée pouvant aller jusqu'à plusieurs mois, puisqu'ils-elles seront par la suite vivement encouragé-e-s à poursuivre leur mission en s'engageant volontairement dans les services civiques existants et dans les mêmes conditions de précarité.

Cette propagande pour le Service National universel vise à banaliser encore plus le rôle de l'armée (de plus en plus présente dans la répression des manifs soit dit en passant), puisque nulle part il n'est évoqué dans ce programme le pacifisme ou la non-violence.

Cette opération, en plus de ne pas séduire les jeunes (15 000 volontaires au lieu des 30 000 attendus), est un gouffre financier avoisinant les 1,5 milliard d'euros alors que ce gouvernement n'a eu de cesse de réduire les budgets de l'éducation et de l'enseignement, en faisant passer des lois et réformes comme la loi Blanquer ou la sélection à la fac avec Parcoursup.

L'obligation du SNU devrait être effective dès 2023, pénalisant les jeunes qui ne voudraient pas le faire en les empêchant de passer leurs examens scolaires, leur permis de conduire ou d'accéder aux concours administratifs.



militaire strict, salut du drapeau, parcours du combattant...

Par la suite, 84 heures à effectuer sur une période courte ou réparties tout au long de l'année, pour des missions de « mise en situation de rendre un service à la Nation » (sic). A travers ces missions, ce sont les droits des travailleurs qui sont aussi attaqués, puisque les jeunes du SNU seront utilisés en remplacement de salarié-e-s qui aujourd'hui ont un salaire, une convention

C'est pourquoi le NPA 73 est partie prenante du Collectif contre le Service National Universel qui s'est créé l'année dernière localement et qui existe nationalement. Des actions d'information envers les différents lycées de Savoie vont avoir lieu tout au long du mois d'octobre.

Non à l'embrigadement de nos ados, non au SNU, abrogation !

Manifs contre le passe sanitaire : la situation en Savoie

Depuis 2 mois, la Savoie a vu se mettre en place des manifestations très importantes contre le passe sanitaire. Le mouvement a commencé le 14 juillet, deux jours seulement après que Macron ait annoncé la mise en place de sa politique autoritaire, lorsque Chambéry a été le lieu d'une manifestation très importante, organisée en quelques heures sur les réseaux sociaux, en particulier dans les groupes de gilets jaunes. Depuis lors, chaque samedi, des rassemblements très importants ont lieu, qui réunissent à chaque fois entre 2000 et 5000 manifestants, ce qui est considérable pour une ville de cette taille. Albertville a aussi vu se mettre en place des manifs conséquentes, qui ont réuni plusieurs centaines de participants.

Au départ souvent radicales, puis prenant une forme plus modérée, ces manifs, qui comptent beaucoup de primo-manifestants, ont plusieurs fois abouti à une occupation de la VRU et ont même envahi, le 23 juillet, la grande salle de l'hôtel-de-ville, pour décrocher le portrait de Macron. Ce très grave crime de lèse-Macron a été sévèrement réprimé par le préfet et le procureur, puisque le gilet

jaune, qui avait décroché le cadre a été interdit de manif, avant de passer devant le tribunal correctionnel de Chambéry, où le procureur a réclamé 3 mois de prison avec sursis. Le jugement est en cours et sera rendu en octobre.

Ces manifs se caractérisent tout d'abord par leur extrême hétérogénéité, puisque le seul point commun des manifestants est une même opposition au passe sanitaire. Parmi eux, certains peuvent être considérés comme d'authentiques « antivax », opposés parfois de très longue date à toute forme de vaccination. D'autres manifestants sont en revanche favorables à la vaccination en général, mais sont hostiles à la vaccination contre le COVID, estimant qu'elle reste expérimentale et qu'elle n'a pu faire ses preuves d'innocuité sur le long terme. D'autres manifestants s'opposent à l'obligation vaccinale et non au vaccin en lui-même. Parmi eux se trouvent les salariés des secteurs astreints à la vaccination, à l'exemple des soignants, des médico-sociaux, des travailleuses et travailleurs de la restauration, du commerce et des bibliothèques.



Ces salariés expriment toutefois souvent des revendications hétérogènes: si certains dénoncent les sanctions contre les non-vaccinés, d'autres préfèrent mettre en avant leur refus de procéder au contrôle des passes sanitaires. L'opposition au passe sanitaire catalyse enfin de nombreuses aspirations, rassemblant des libertaires, qui viennent exprimer leur opposition à l'autoritarisme du gouvernement et à l'utilisation de nouvelles technologies de surveillance policière, des militants ouvriers, solidaires des travailleurs menacés de suspension de traitement, voire même de sportifs, qui contestent la fermeture des salles de sport aux non-vaccinés.

Cette extrême diversité des manifestants se voit dans la structure même des cortèges, qui rassemblent des gens qui ne se connaissent à l'évidence pas. Alors que les manifestations sont habituellement un lieu de sociabilité, où l'on retrouve amis et collègues, les manifestations anti-passe voient défiler des couples ou des familles, qui ne parlent le plus souvent pas avec leurs voisins de manifestation, parce qu'ils ne les connaissent tout simplement pas.

De fait, ces manifestations n'ont pas donné naissance à des assemblées générales et les groupes facebook ou les boucles whatsapp, que les militants anti-passe ont cherché à constituer, ont été peu durables, car l'hétérogénéité des manifestants est telle que les désaccords s'y révèlent souvent insurmontables.

Ces manifestations se caractérisent par la faiblesse de la présence militante de la gauche politique et syndicale. On y croise un certain nombre de militants, mais aucun pôle de gauche n'a réussi à se constituer à Chambéry, ni à Albertville. Une telle situation permet à l'extrême-droite d'y intervenir, même si les Savoisiens sont les seuls à le faire ouvertement. Plusieurs militants d'extrême-droite sont présents dans les manifs, certains avec des pancartes à contenu antisémite.

La mise en place d'une première mobilisation syndicale, avec un rassemblement CGT-FO-Solidaires plutôt réussi le 15 septembre dernier, pourrait toutefois être de nature à changer les choses.



Albertville

Retour sur la 13e université d'été du NPA !

Du 22 au 25 août s'est tenue notre traditionnelle université d'été à Port-Leucate.

Celle-ci, malgré une situation sanitaire compliquée, a affiché complet et 700 militant-e-s et sympathisant-e-s se sont retrouvé-e-s pour ce rendez-vous annuel, qui a donné le coup d'envoi, à travers un grand meeting, de la candidature de Philippe Poutou pour les élections présidentielles de 2022.

Comme chaque année, de nombreux ateliers, rassemblant entre 300 et 400 participants par demi-journée, ont animé le village vacances,

Rendez-vous de dialogues et de débats notre université a reçu de nombreux invité-e-s. C'est ainsi que les participant-e-s ont pu entendre l'avocat et militant de la LDH Arié Alimi qui outre une intervention à notre meeting, a animé un atelier contre les lois liberticides et les violences policières, aux côtés d'Almamy Kanouté du comité Adama. Nous avons pu également profiter de l'intervention de Marlène Benquet, sociologue, dans le cadre d'un atelier captivant, consacré à la réorganisation du travail depuis le début de la pandémie.

De la pandémie il en a bien évidemment été question avec Jérôme Martin, co-

fondateur de l'observatoire de la transparence dans les politiques du médicament, dont l'expérience militante, depuis la lutte contre le sida, nous a aidé à mettre en perspective la question de la levée des brevets sur les vaccins.

Sur différentes questions internationales, les trois ateliers autour de Gilbert Achcar, ont réuni à chaque fois entre 80 et 100 personnes. Il est revenu entre autres sur l'après 11 septembre 2001 et ses conséquences sur la lutte antiterroriste dans le monde menée par les Etats-Unis. Nous avons eu bien sûr notre grand débat sur les rendez-vous sociaux de la rentrée (pass-sanitaire, assurance chômage, retraites...), où nous avait rejoint des représentants de syndicats, associations et partis politiques.

L'anniversaire des 150 ans de la commune à quand à lui été dignement fêté et a vu pour l'occasion la parution de l'ouvrage "Marx à Paris" co-écrit par Olivier Besancenot et Michaël Lowy (en vente dans toutes les bonnes librairie et notamment la nôtre : <https://www.la-breche.com/>).

Voilà un court aperçu de ces quatre jours passionnants qui comme toujours passent trop vite et ne donnent qu'une envie, celle de se retrouver ensemble l'année prochaine et on sera là !



L'agenda rouge de la Savoie

Dimanche 3 octobre, 14h : manif antinucléaire à la centrale du Bugey, départ en bus, 11h30, gare routière de Chambéry

Mardi 5 octobre, 14h : manif intersyndicale, place du palais de justice à Chambéry

Vendredi 15 octobre, 20h : passage du film « Fedayin », sur Georges Abdallah, cinéma Victoria, Aix-les-Bains (<https://fedayin-lefilm.com/>)



Le NPA en Savoie

06.62.17.55.49 / npa.73@laposte.net

<http://npa-savoie.fr>